

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

ANGERS UFR Rénov énergétique Facultés des Sciences

Catégorie opération 1

2 Boulevard Lavoisier - Campus de Belle Beille
49000 ANGERS

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	22/05/2025	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	9
1.8 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	13
2.7 DIVERS.....	14
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	17
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	17
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	18
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	18
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	20
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	21
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	21
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	22
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	23
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	24
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	25

3.5.1 Présence d'amiante	25
3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	26
3.5.3 Travaux divers	26
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	27
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	29
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	30
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	31
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	32
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	34
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	35
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	35
5.2 CANTONNEMENTS	35
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	37
5.3.1 Mise en place bungalows	38
5.3.2 Cantonnement à étages.	38
5.3.3 Installation électrique.....	38
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	39
6.1 ORGANISATION.....	39
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	40
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	40
6.2.2 Interdiction de fumer	40
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	41
7.1 PPSPS	41
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	41
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	41
7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	41
8 COLLÈGE INTER ENTREPRISES DE SÉCURITÉ DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL	42
9 Annexes	43
Projet de règlement CISSCT.....	43
Panneau : En cas d'accident.....	43

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

ANGERS UFR Rénov énergétique Facultés des Sciences

2 Boulevard Lavoisier - Campus de Belle Beille
49000 ANGERS



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

RENOVATION ENERGETIQUE DE LA FACULTE DES SCIENCES D'ANGERS

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

R+2

Nature de la couverture / toiture

Toitures terrasse

Nature des façades

Béton avec habillage

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	RECTORAT DE L ACADEMIE DE NANTES CHEMIN DE LA HOUSSINIERE 44326 NANTES CEDEX 3	
OPC	TECHNIQUES ET CHANTIERS 122 rue du Château d'Orgemont 49000 ANGERS	TEL : 02 41 66 14 25 FAX : 02 41 66 14 30
CSPS	QUALICONSULT SECURITE 10 Avenue Paul-Prosper Guilhem 49070 BEAUCOUZE	TEL : 02 41 68 96 55
Inspection du travail	INSPECTION DU TRAVAIL Unité de contrôle 1 (UC 1) - Angers / Segré 12 rue Papiou de la Verrie CS 23607 49036 ANGERS Cedex 1	
OPPBTP	OPPBTP PAYS DE LA LOIRE 275, Boulevard Marcel Paul 44800 SAINT HERBLAIN	TEL : 02 40 49 68 02
CARSAT	CARSAT Pays de Loire 2, place de Bretagne 44932 NANTES Cedex 9	TEL : 02 51 72 84 00

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°LOT N°01 - DESAMIANPAGE
- N°LOT N°02 - VRD - AMENAGEMENTS EXTERIEURS
- N°LOT N°03 - GROS-OEUVRE - RAVALEMENT
- N°LOT N°04 - FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
- N°LOT N°05 - ETANCHEITE
- N°LOT N°06 - MENUISERIES INTERIEURES
- N°LOT N°07 - CLOISONS - DOUBLAGES - ISOLATION
- N°LOT N°08 - FAUX-PLAFONDS
- N°LOT N°09 - REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCE
- N°LOT N°10 - PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX - NETTOYAGE
- N°LOT N°11 - ASCENSEUR
- N°LOT N°12 - PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION
- N°LOT N°13 - ELECTRICITE COURANTS FORT ET FAIBLES

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 13 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 25.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 1 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994 avec constitution d'un CISSCT.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

L'opération de catégorie 1 est soumise à CISSCT, dont le projet de règlement est en annexe.

Si des travailleurs détachés sont affectés à l'opération, le maître d'ouvrage doit porter à la connaissance de ces travailleurs(par affiche pérenne apposée dans le local vestiaire) les informations sur la réglementation française de droit du travail qui leur est applicable(durée du travail, salaire minimum, hébergement, prévention des chutes de hauteur, EPI obligatoires, droit de retrait). Ces informations sont traduites dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance de ces salariés.

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Voir articles 1.4 et 7.4.

1.8 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Rapport d'étude géotechnique, mission G2 AVP du 21 mars 2025 réalisée par ECR ENVIRONNEMENT

Les sols sont de nature à supporter des engins de chantier pour les terrassements superficiels. Sols et chaussées urbaines pouvant résister à la circulation routière.

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.s.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires :

- LOT 02
- LOT 03
- LOT 04

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux :

- LOT 02/03/04

2.4 AMIANTE

Repérages amiante avant opération :

- paragraphe 1.5.14 des Prescriptions Particulières Communes au début du CCTP

Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés. - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux). - Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

TOUS LES LOTS

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation : Selon plan de repérage.
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

D'une manière générale, il conviendra de maintenir le chantier clos et indépendant, et ce, en tout temps.

Toute interaction avec la voie publique devra être signalée conformément à la huitième partie de l'instruction ministérielle sur la sécurité routière, relative à la signalisation routière temporaire.

Il conviendra, au besoin, d'effectuer les demandes nécessaires auprès des autorités compétentes. Les autorisations devront être transmises à la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Oeuvre et au Coordonnateur SPS.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	------------------------------	---------------------------

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Doit comporter : - les emprises sur voirie ; - les cantonnements ; - les aires de stockage ; - les points d'alimentation électrique ; - les points de puisage ; - les clôtures ; - les accès ; - les flux de circulation (piéton, véhicule, exploitant...) ;	- A diffuser à chaque intervenant.- A afficher dans les cantonnements.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Clôture	- Grilles acier galvanisé type treillis soudé en bon état. -Hauteur 2,00 m. - Liées en pied et en tête.- Stabilité par plots suffisamment dimensionnés.	Selon P.I.C.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Portail et portillon	- Portail : deux grilles refermables par chaîne/cadenas à code et munies de roues. - Portillon : une grille fermeture par chaîne/cadenas à code	- Selon P.I.C. - Sur cheminement piéton pour accès base-vie	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Auvent Passage piéton couvert	Mise en place d'un passage piétons couvert, type tunnel ouvert et éclairé adapté à l'accessibilité PMR.	- Selon P.I.C.- A l'aplomb des cheminements piétons.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Homme trafic	Salarié pour toute manœuvre sur la voie publique sans parfaite visibilité.	Selon P.I.C.	Lot pour lequel la livraison est réalisée	Lot pour lequel la livraison est réalisée

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Dévolement voirie publique	Voir dispositions principales.	Selon P.I.C.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Signalisation	Selon la huitième partie de l'instruction ministérielle sur la sécurité routière, relative à la signalisation routière temporaire.	Interactions chantier/domaine public.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Grue et engin de levage	- Grue mobile.	Selon P.I.C.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Aucun dispositif particulier hormis la clôture de chantier n'est prévu sur cette opération.

L'entreprise en charge de l'installation et de l'entretien de la clôture de chantier installera une signalétique type chantier interdit au public, défense d'entrer, port des EPI adaptés obligatoire, au droit des accès au chantier et en rive du domaine public.

Le personnel de chantier doit être identifiable par le coordonnateur SPS: carte d'identification BTP. Si le personnel ne peut justifier de son appartenance à une entreprise, il sera exclu du chantier sur le champs. Chaque entreprise est responsable de l'accueil de ses salariés.

Chaque salarié sur le chantier devra porter un badge avec nom, photo, nom de l'entreprise, fonction, et le logo du MOA.

Chaque entreprise devra communiquer les consignes de sécurité à ses salariés, ainsi que toute personne (livreur, prestataire, visiteurs) venant pour son compte.

Chaque entreprise, sous traitant inclus aura obligation avant même de rentrer sur le chantier à:

1 Réaliser une Visite d'inspection Commune avec le coordonnateur SPS, conformément au décret du code de travail R 4532-13

La prise de rendez-vous se fera 2 semaines avant la date souhaitée de la VIC.

2 La rédaction et la diffusion d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, conformément au décret du code de travail R 4532-56 à R 4532-74.

Sans objection du coordonnateur SPS dans les 5 jours qui suivent la réception de ce document, l'entreprise pourra débuter ses travaux.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Portail et portillon d'accès	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Accès secondaire	Portail et portillon d'accès sur sur base vie et zones de stockage	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Gardiennage	A définir selon prescription MOA/MOE.	A définir selon prescription MOA/MOE.	A définir selon prescription MOA/MOE.
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Chaque salarié doit la détenir sur lui.	T.C.E	T.C.E
Badge	A définir selon prescription MOA/MOE.	A définir selon prescription MOA/MOE.	A définir selon prescription MOA/MOE.
Liste du personnel	- La liste du personnel doit figurer sur le PPSPS de chaque entreprise.- Le PPSPS doit être maintenu à disposition sur site.	T.C.E	T.C.E

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 DIVERS

- Seul le personnel appartenant aux entreprises titulaires de lot et leurs sous-traitants agréés est autorisé à pénétrer sur le chantier.
- Les demandes d'agrément doivent être déposées dans les délais contractuels et une copie de cet agrément sera transmise au Coordonnateur S.P.S.
- A charge de l'intervenant de contacter, au moins dix jours avant intervention, le Coordonnateur S.P.S. afin d'organiser l'inspection commune.
- Les entreprises non agréées pourront se voir exclure du chantier jusqu'à régularisation de la situation.
- Les entreprises tiendront sur le chantier la liste à jour du personnel salarié travaillant sur le site. Cette liste qui peut être une copie du Registre Unique du Personnel aménagée pour être personnalisée au chantier, sera tenue à disposition de l'Inspecteur du Travail et organismes officiels lors de leurs visites sur le site.
- Chaque entreprise doit munir ses salariés d'une Carte d'identification professionnelle et d'un vêtement distinctif. Pour cela il faudra prendre en compte l'arrêté du 20 Mars 2017 et le décret du 22 Février 2016 relatifs à cette carte. Tous les salariés devront se conformer à l'article R-829-7 (obligation de présentation de cette carte au donneur d'ordre). Les salariés ne respectant pas cette obligation pourront être exclus du chantier.

- Le personnel extérieur au chantier n'y est admis que s'il est accompagné d'une personne dûment mandatée dans le cadre du marché des travaux de l'opération et équipé des protections individuelles adaptées. Le personnel qui ne respecte pas cette obligation peut se voir refuser l'accès au chantier.

Dangers spécifiques liés à l'environnement du chantier.

Description générale

Chaque personne intervenant sur site doit être équipé d'EPI adapté à la tâche à réaliser et à l'environnement de chantier.

Exemples de risques:

Plusieurs entreprises interviendront en même temps: liste non exhaustive

-les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration et mettre les moyens nécessaires pour éviter les risques.

- le planning des tâches à exécuter sera élaboré de sorte à éviter au maximum toute coactivité. Si nécessaire, chaque entreprise neutralisera sa zone d'intervention.

-Toute superposition de tâches est interdite.

Risques électriques: liste non exhaustive

-S'assurer de la consignation des installations électriques du site (si existante)

-Aucun appareil ne doit rester sous-tension dans le périmètre de sécurité du chantier

-Mettre à la terre tous les accessoires de projection d'eau

-Ne pas utiliser des matériels ou matériaux défectueux

-Avoir des habilitations nécessaires.

-les installations électriques doivent-être vérifiées et validées par une personne habilitée

Risques chute de hauteur: liste non exhaustive

-Tous les équipements de protections doivent être mis en place en sécurité par un personnel formé.

-Tous les équipements de protections doivent être contrôlés maintenus conforme, nettoyés et entretenus régulièrement.

-Tous les équipements de travaux en hauteur doivent-être réglementaire, conforme et en bonne état (PIRL,échafaudage,...)

-Interdiction de travailler dans les zones dépourvues de protections collectives.

-Toutes les trémies et ouvertures doivent-être protégées mécaniquement.

Risques de chute de plain pied: liste non exhaustive

-Les chutes de plain pied sont souvent consécutives à une glissade ou à une perte d'équilibre

-les paramètres à prendre en compte pour évaluer le risque de chute par glissade sont l'état des sols au cours de l'intervention, la visibilité dans la zone d'intervention, la technique de travail utilisée.

-les paramètres à prendre compte pour évaluer le risque de chute par perte d'équilibre, sont la nature du travail réalisé, l'encombrement du sol, la fatigue de l'opérateur,....

-laisser les zones de circulations dégagés

-Chaque entreprise nettoie sa zone de travail

-S'assurer que les cheminements de circulation et d'intervention sont bien nettoyés et dégagés

- Placer les tuyaux de telle sorte que la zone de travail soit la plus dégagée possible
- Retirer et ranger les flexibles et/ou câbles qui ne sont pas ou plus nécessaires pour l'opération
- Ranger les outils, matériels et/ou matériaux non utilisés
- Utiliser des chaussures de sécurité à fort pouvoir antidérapant
- Utiliser des produits adaptés pour réduire la glissance du sol avant l'intervention en cas de présence de produits gras ou de verglas
- Bien signaler, repérer et protéger les irrégularités de sols et obstacles et les rendre bien visibles pour les opérateurs.
- Les zones de circulation et d'intervention doivent-être éclairées

Risques liés au bruit: liste non exhaustive

- Utiliser de préférence des véhicules et des équipements insonorisés
- Fournir et faire porter les équipements de protection auditive individuelle adaptés
- Lors d'une communication, garder un contact visuel avec son interlocuteur
- Se faire confirmer la compréhension des instructions données, par exemple par un langage des signes
- L'utilisation d'équipements de communication radio adaptés à une zone à risque doit être envisagée si nécessaire

Risques liés à la nature des produits (chimiques, incendie, explosion):liste non exhaustive

- Ne mettre en oeuvre que du matériel adapté aux zones à risque d'explosion
- Si présence de produit(s) non attendu(s)/non identifié(s): Suspandre l'intervention et baliser la zone
- Pas de coactivité dans les zones points chauds. Avoir un extincteur pour chaque tâche en point chaud.

D'autres risques liés à l'environnement de la zone de travail et moyens de prévention: liste non exhaustive

- Mise en place tout autour du périmètre de sécurité de panneaux d'interdiction d'accès avec signalisation claire et visible des dangers
- Visite préalable à effectuer pour effectuer la reconnaissance des lieux et déterminer les risques d'interférence
- Etablissement d'un PPSPS écrit reprenant en plus des risques propres, les risques d'interférence mis en évidence et précisant pour chacun de ces risques les mesures de prévention. Les responsabilités pour la mise en oeuvre de ces mesures ainsi que les principes de coordination sera déterminé dans les pièces marché.
- Le planning sera établi de sorte à éviter ou à limiter la coactivité

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Dispositions générale

Circulations des véhicules

Chaque entreprise est responsable des véhicules de livraison et informera ses fournisseurs des modalités d'accès au chantier

Un chef de manœuvre doit être désigné pour tout mouvement de véhicule et plus particulièrement en sortie de chantier.

Les zones d'évolution des engins seront balisées et sécurisées, par un moyen durable, pas de rubalise.

Voies intérieures

La zone de circulation des véhicules à l'intérieur du chantier définie sur le plan d'installation de chantier du LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE sera à matérialiser.
Elle sera différenciée de la circulation piétonne.

Entretien

Ces circulations seront maintenues en bon état d'usage pendant toute la durée du chantier

Déchargement

Des zones spécifiques accessibles seront à prévoir et figureront sur le plan d'installation de chantier du LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE

Stationnement

Un espace spécifique accessibles seront à prévoir et figureront sur le plan d'installation de chantier du LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE

Mise en place d'un bureau de trafic

Non décrit au CCTP

Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins

Toute manœuvre d'engin sur la voie publique ou sur le site occupé, devra obligatoirement être réalisée sous la direction d'un chef de manœuvre chargé de diriger les mouvements de l'engin et de s'assurer que la zone est libre de tout obstacle et de la présence de public.

Circulations piétons

Disposition générale

Une circulation piétonne intérieure sera mise en place. Cette circulation doit permettre d'accéder aux installations de chantier (réfectoire, bureaux, sanitaires, etc...) aux parkings, aux portails d'entrée et de

sortie du chantier et permettre à chacun de se rendre sur son poste de travail. L'entretien durant toute la durée du chantier sera assuré par le lot chargé des installations de chantier

Les abords et pieds de bâtiment seront maintenus propres sans dépôts de gravois ou matériaux, les aciers en attente seront crossés ou protégés.

Les puisards, cuvettes, regards seront protégés, ou fermés dès que possible. Les locaux, circulations, seront régulièrement nettoyées et débarrassés de tous matériaux.

De plus, toutes les circulations horizontales et verticales seront éclairées. Cette circulation sera prévue de façon à éviter les chutes de plain pied et toujours maintenue en bon état et d'une parfaite propreté. Elle sera également matérialisée par le titulaire.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Pour les livraisons, guidage par entreprise concernée.	Dès le portail de chantier.	Lot concerné.	Sans objet.
Aire de livraison	Aire empierrée.	Selon P.I.C.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Aire de stationnement	Aire empierrée au minimum.	- Selon PIC.- A proximité des cantonnements.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Signalisation	Signalisation permettant de différencier les flux.	- Entrées/sorties de chantier. - Changements de direction.- Intersections de flux.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Homme de manœuvre	Salarié sensibilisé aux manœuvres	Pour toute manœuvre avec visibilité imparfaite.	Lot utilisateur.	Lot utilisateur.
Avertisseur de manœuvre	Avertisseur sonore.	- Poids lourds. - Nacelles. - Elévateur télescopique.- ...	Lot utilisateur.	Lot utilisateur.

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	-----------------------------------	---------------------------

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Portillon d'accès pour base vie et zones de stockage	Selon P.I.C.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Accès au cantonnement	Cheminement à pied sec empruntable en tenue de ville.	Selon P.I.C.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Cheminement cantonnement/chantier	Cheminement à pied sec réservé aux piétons.	Selon P.I.C.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Séparation piétons/véhicules	Barrières type "TP" (1,00 m) ou type "baliroads"	Selon P.I.C.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Protection accès chantier	Portillon d'accès.	Selon P.I.C.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Eclairage	- Privilégier l'éclairage LED. - 60 lux dans les circulations verticales.- 40 lux dans les circulations horizontales.	Toutes les circulations définitives.	LOT 13 ELECTRICITE COURANTS FORT ET FAIBLES	LOT 13 ELECTRICITE COURANTS FORT ET FAIBLES
Signalisation	Signalisation permettant de différencier les flux.	- Entrées/sorties de chantier. - Changements de direction.- Intersections de flux.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Accès couverture/terrasse		Selon P.I.C.	Sans objet.	Sans objet.

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Auvent protection accès	<p>Auvent ou tunnel de protection en partie basse afin de prévenir les risques d'éclaboussures ou projection de peinture, de chutes d'objets et de salissure.</p> <ul style="list-style-type: none"> Localisation: Au droit des portes d'accès de chaque bâtiment travaillé 	Selon P.I.C.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Description

Disposition générale

Pour les manutentions ne pouvant être qu'exécutées manuellement, le personnel doit être formé aux gestes et postures définis pour ces postes de travail.

Depuis les dispositions entrées en vigueur le 01/01/1993, la réglementation ne se borne plus à fixer des limites chiffrées de port des charges, mais oriente les principes de prévention liés à la manutention manuelle.

On doit obligatoirement éviter le recours à la manutention manuelle. Si le recours à la manutention manuelle ne peut être évité, on doit chercher à limiter l'effort physique et à réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs.

Evaluer les risques (Poids de la charge, effort physique requis, caractéristique du milieu de travail, fréquence, distances et durées des manutentions)

-Organiser les postes de travail (Dans le P.P.S.P.S, prévoir par exemple, les méthodes d'approvisionnement et les techniques de travail, en fournissant des aides mécaniques ou, à défaut, des accessoires de prévention.

-Informers les opérateurs (centre de gravité de la charge, risques encourus lorsqu'il y a une mauvaise manœuvre, le poids de la charge ne doit pas dépasser 55 kg de manière habituelle.

-Former les opérateurs (gestes et postures, protections individuelles, formation au montage et démontage d'échafaudage, etc...)

Suivant les phases travaux, l'absence de moyen de levage mécanique sur le chantier ne devra en aucun cas générer des manutentions manuelles contraire à la loi.

Les camions de livraison devront être déchargeables.

Des engins mécaniques (treuils, monte-charge) devront être prévus pour distribuer matériels et matériaux aux différents étages.

Si besoin est, les entreprises s'équiperont d'engins mécaniques de manutention (transpalettes, diables etc...) afin d'éviter toute manutention manuelle excessive.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareux commandement de manoeuvre
Grue automotrice	- Selon examen d'adéquation. - Démontage de la grue à tour.	Lot utilisateur	Lot utilisateur	Appareux de levage sous la responsabilité de l'entreprise installatrice.
Camion auto-déchargeable	- Aire de stockage.- En pied de façade.	Lot utilisateur	Lot utilisateur	Appareux de levage sous la responsabilité de l'entreprise installatrice.
Chariot élévateur	Selon besoin	Lot utilisateur.	Lot utilisateur	Appareux de levage sous la responsabilité de l'entreprise installatrice.
Transpalette/chariot	A tous les étages pour manutentions horizontales.	Lot utilisateur.	Selon besoin.	Sans objet.
Autres moyens	- Manutention manuelle à proscrire.- S'il n'y a pas d'autre solution : port des E.P.I. adaptés et respect des charges maximales autorisée.	T.C.E	Sans objet.	Sans objet.

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Pour tout prêt de matériel dont l'utilisation est soumise à formation.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Moyens de prévention à mettre en œuvre par les entreprises pour éviter les risques liés aux manutentions manuelles

- Évaluer préalablement les risques dès la phase de conception du projet
- Éviter le recours aux manutentions manuelles chaque fois que cela est possible
- Réduire le poids unitaire des charges.
- Réduire la fréquence des manutentions et les distances à parcourir
- Aménagement des postes de travail (temps de repos, contraintes de temps, cadence)

Information et formation des salariés (gestes et postures).

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Chaque lot concerné par la manutention des matériaux et de leurs livraisons aux différents points du chantier, que ce soit au même niveau ou à des niveaux différents.

Lot chargé de l'entretien

Chaque lot concerné par la manutention des matériaux et de leurs livraisons aux différents points du chantier, que ce soit au même niveau ou à des niveaux différents.

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Eléments à maçonner	- Stockage sur palettes.- Pas de superposition de plus de deux palettes.	Zone de stockage.	Sans objet.	Pas de décolisage avant l'amenée à pied d'oeuvre.
- Couverture métallique- Bardage métallique	Stockage à plat permettant l'approvisionnement par fourche.	Zone de stockage.	Sans objet.	- Pas de décolisage avant élingage ou transport par télescopique. - Balisage des zones d'évolution du télescopique.- Pose de filets en sous-face de toiture.
Menuiseries extérieures et intérieures	Stockage sur portiques (à privilégier) ou palettes adaptées.	Zone de stockage.	Sans objet.	Pas de manutention de palettes décolisées.
- Produits dangereux- Peintures	- Stockage dans local ventilé. - Utilisation de bacs de rétention.Ne pas stocker de produits incompatibles entre eux. - Respect des consignes de sécurité.- Consultation des FDS (à maintenir sur place).	Container dédié.	Obligatoire	Utilisation des E.P.I. adaptés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Plaques de plâtre	Stockage à plat permettant l'approvisionnement par fourche.	Zone de stockage.	Sans objet.	- Pas de décolisage avant élingage ou transport par télescopique. - Balisage des zones d'évolution du télescopique.- Pose de filets en sous-face de toiture.
Isolant	Stockage à plat permettant l'approvisionnement par fourche.	Zone de stockage.	Sans objet.	- Pas de décolisage avant élingage ou transport par télescopique. - Balisage des zones d'évolution du télescopique.- Pose de filets en sous-face de toiture.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise est tenu de laisser les ouvrages qu'il a exécuté et les lieux, en état tel que le corps d'état qui lui succède, dans l'ordre préalablement établi, puisse exécuter son travail sans sujétions supplémentaires (nettoyage, évacuation des gravois).

Dans les parties communes, un nettoyage à sec devra être réalisé chaque jour, et un nettoyage à l'eau devra être réalisé à la fin de chaque semaine.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Tous les postes de travail.	Quotidienne.	Chaque lot pour ses propres tâches.	Chaque lot pour ses propres tâches.
Bennes sur roue	Pour évacuation de plain pied.	Quotidienne.	Chaque lot pour ses propres tâches.	Benne fournie par le lot

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Bennes avec tri	<p>Selon P.I.C.</p> <ul style="list-style-type: none"> Sur la présente opération, il sera exécuté un tri sélectif des 7 flux des déchets suivants : - Papier et cartons. - Bois. - Métal. - Verre. - Plastique. - Fractions minérales : béton, briques, tuiles, céramiques, pierres. - Plâtre : plaques de plâtre, cloisons alvéolaires, dalles ou carreaux de plâtre. 	<p>- Dès que nécessaire.</p> <p>- De manière hebdomadaire.</p>	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le lot 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE aura à sa charge le nettoyage de toutes les circulations horizontales et verticales du chantier jusqu'à la réception des ouvrages.

Si cela s'avère nécessaire, il sera fait appel à une société de nettoyage pour assurer le nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords, de la base vie), et ce pendant toute sa durée.

Les frais correspondants étant à la charge de l'entreprise responsable des ces déchets et, dans le cas où il serait impossible déterminer la responsabilité d'un corps d'état, ces frais seront imputés au compte prorata.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

TOUS LES LOTS.

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par

enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
Découverte d'engins de guerre	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE lors de l'installation de chantier.	Suspendre tous travaux dans le voisinage et interdire formellement l'accès par tous les moyens. Informer d'urgence le Maître d'Œuvre et l'autorité compétente chargée d'alerter les services publics relevant des engins explosifs (Gendarmerie – Services de Déminage de la Protection Civile). Ne reprendre ses activités qu'après en avoir reçu l'ordre écrit du Maître d'Œuvre, suivant retour des Services de Déminage.	Services de déminage et Protection Civile.	Élimination par les Services de Déminage de la Protection Civile, ensuite protégé ou sur place suivant procédures spécifiques relatives à la neutralisation des charges explosives.

3.5.3 Travaux divers

Pour les travaux à point chaud, principalement, des extincteurs devront être placés à proximité des zones de travail. Il conviendra également de cesser ce type de travaux au moins deux heures avant la fin des journées de travail.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
-------------	--------------	--------------	--------------	-----------------------

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	<ul style="list-style-type: none"> LOT 01 LOT 02 LOT 03 LOT 04 LOT 05 LOT 06 LOT 08 LOT 09 LOT 10 LOT 11 LOT 12 LOT 13 Pour des travaux de: <ul style="list-style-type: none"> Tronçonnage Sciage Soudure 	Stockage verticale pour les bouteilles de gaz. Stockage dans des locaux ventilés. Moyen d'extinction à proximité de la zone ou du local. En cas de transport de matières inflammables les véhicules seront équipés de moyens d'extinction.	Lots concernés	Selon réglementation, un permis feu (A déterminer)
Bruit	TOUS LES LOTS	Les zones extérieures avec l'utilisation d'engins de chantier développant un bruit important. Les zones intérieures avec l'utilisation d'outils de chantier développant un bruit important.	TOUS LES LOTS	Élimination du bruit à la source. Isolation des postes de travail.

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

En cas de danger et imminent détecté par le Coordonnateur SPS ou le maître d'œuvre, sous la responsabilité du Maître D'Ouvrage, procéderont à un arrêt de tâche immédiat du poste de travail concerné.

L'entreprise, par l'intermédiaire du chef d'entreprise ou du chef de chantier désigné devra sans délai remettre en conformité son poste de travail.

En cas d'impossibilité technique de sécuriser sur le chant le poste de travail (manque de moyen humain ou matériel), l'entreprise concernée consignera sa zone de travail de manière à ne pas exposer les autres intervenants à une situation dangereuse.

Si nécessaire, le maître d'œuvre fera appel à une entreprise extérieure aux frais de l'entreprise en défaut.

Voir prescriptions complémentaires du CCAP.

Nature des protections collectives

- La nature de ses protections est définie conjointement entre le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Ouvre et le Coordonnateur S.P.S.
- Toutefois, dans le cadre de l'application des principes généraux de prévention, il est rappelé aux entrepreneurs qu'ils doivent privilégier la protection collective à la protection individuelle, d'adapter le travail à l'homme et de tenir compte de l'évolution de la technique.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher	<ul style="list-style-type: none"> • Gardes-corps composés de lisse, sous-lisse et plinthes. • L'espacement entre potelets sera conforme à celui prescrit par le fabricant. • La distance entre le dessus du plancher et le haut de la lisse sera d'au moins 1,00 m. • Ces gardes-corps ne devront souffrir d'aucune discontinuité et pouvoir, en tout temps retenir la chute d'une personne. 	<ul style="list-style-type: none"> • LOT 03 GROS-OEUVRE - RAVALEMENT 	<ul style="list-style-type: none"> • LOT 03 GROS-OEUVRE - RAVALEMENT
Trémie petite dimension	Obturation par : <ul style="list-style-type: none"> • bloc de béton cellulaire ; • plaques de contreplaqué hydrofuge chevillée au plancher ; • armatures continues. 	<ul style="list-style-type: none"> • LOT 03 GROS-OEUVRE - RAVALEMENT 	<ul style="list-style-type: none"> • LOT 03 GROS-OEUVRE - RAVALEMENT

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Châssis en façade sur allège < 1m	<ul style="list-style-type: none"> Gardes-corps composés de lisse, sous-lisse et plinthes. L'espacement entre potelets sera conforme à celui prescrit par le fabricant. La distance entre le dessus du plancher et le haut de la lisse sera d'au moins 1,00 m. Ces gardes-corps ne devront souffrir d'aucune discontinuité et pouvoir, en tout temps retenir la chute d'une personne. Adapter le type de garde-corps au mode de pose des menuiseries. 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 03 GROS-OEUVRE - RAVALEMENT 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 03 GROS-OEUVRE - RAVALEMENT
Châssis en façade toute hauteur d'étage	<ul style="list-style-type: none"> Gardes-corps composés de lisse, sous-lisse et plinthes. L'espacement entre potelets sera conforme à celui prescrit par le fabricant. La distance entre le dessus du plancher et le haut de la lisse sera d'au moins 1,00 m. Ces gardes-corps ne devront souffrir d'aucune discontinuité et pouvoir, en tout temps retenir la chute d'une personne. Adapter le type de garde-corps au mode de pose des menuiseries. 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 03 GROS-OEUVRE - RAVALEMENT 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 03 GROS-OEUVRE - RAVALEMENT

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Il n'a pas été convenu de mutualisations pour :

- Les moyens de levage (Grue automotrice)
- Les échafaudages de pied mis en place

Les équipements devront être installés par du personnel formé et vérifié par du personnel, habilité (il s'agit de deux choses différentes).

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage intérieur	Au droit des élévations	Elévations	Chaque lot pour ses travaux	Chaque lot pour ses travaux	Chaque lot pour ses travaux
Engin manutention au sol	Travaux de levage depuis le sol : Respect des normes de fabrication et être conformes à la Directive 2006/42/CE. Vérification tous les 6 mois suivant l'arrêté du 1er mars 2004.	Suivant planning du chantier. Dès la première utilisation.	Chaque lot pour ses travaux	Chaque lot pour ses travaux	Chaque lot pour ses travaux

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	A partir du point de livraison ENEDIS. A partir d'une armoire principale ou divisionnaire existante.	Installation de chantier.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Armoire générale	Selon P.I.C.	Installation de chantier.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Alimentation cantonnement	A proximité des cantonnements selon P.I.C.	Installation de chantier.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation équipements façades	En pied de façade ou en toiture.	<ul style="list-style-type: none"> Installation des nacelles bi-mats 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 13 ELECTRICITE COURANTS FORT ET FAIBLES 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 13 ELECTRICITE COURANTS FORT ET FAIBLES
Armoires secondaires	<ul style="list-style-type: none"> Coffrets divisionnaires limitant l'emploi de prolongateur à 25,00 m. Un coffret minimum par étage et par cage d'escalier.- Coffrets fixés au mur ou sur trépied. 	Dès la fin des élévations.	<ul style="list-style-type: none"> LOT 13 ELECTRICITE COURANTS FORT ET FAIBLES 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 13 ELECTRICITE COURANTS FORT ET FAIBLES
Eclairage circulation verticale	Cages d'escalier.	<ul style="list-style-type: none"> Installation de chantier. A l'avancement du gros-oeuvre et de la charpente métallique. 	Installation existante	Installation existante
Eclairage circulation horizontale	Circulations.	<ul style="list-style-type: none"> Installation de chantier. A l'avancement du gros-oeuvre et de la charpente métallique. 	Installation existante	Installation existante
Eclairage de secours	<ul style="list-style-type: none"> Cages d'escalier.- Circulations. 	<ul style="list-style-type: none"> Installation de chantier. A l'avancement du gros-oeuvre et de la charpente métallique. 	Installation existante	Installation existante
Eclairage poste de travail	Chaque poste de travail (120 lux minimum).	Toute tâche.	<ul style="list-style-type: none"> LOT 13 ELECTRICITE COURANTS FORT ET FAIBLES 	<ul style="list-style-type: none"> LOT 13 ELECTRICITE COURANTS FORT ET FAIBLES

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

- Travaux superposés.

D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés. Dans le cas contraire, des dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro-maille, balisages, sont mis en place par l'entreprise exportatrice du risque.

- **Chutes d'objets**

Les entreprises veillent à ce que toutes les mesures soient prises pour éviter toute chute de matériel ou matériaux (mode opératoire, protection collective, dispositions particulières). Ces mesures doivent être mentionnées dans le P.P.S.P.S. En cas d'impossibilité, il est exigé une protection complémentaire au sol (balisage, interdiction formelle d'accès pour une période définie, modifications des accès provisoires, protection renforcée surveillance renforcée).

- **Protection liée à la superposition des tâches dans un lot**

Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire du Lot met en place les mesures de protections nécessaires (filets, platelage...) et en assure l'entretien et le démontage. Protection liée à la superposition de tâches de plusieurs lots Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, les entreprises réalisant les travaux le plus en hauteur mettent en place les protections nécessaires. Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots. Dans les deux cas, la fourniture, la mise en oeuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage des dispositifs de protection sont à la charge du lot utilisateur.

- **Co-activité - Simultanéité**

Le Maître d'oeuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances. Ceci concerne les travaux de soudure, meulage, démolition, travaux bruyants, Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne concernée. La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux en hauteur pour les corps d'état secondaires en intérieur.	<ul style="list-style-type: none"> • LOTS Second oeuvre et techniques • Sous-traitants 	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux d'électricité • CVC Plomberie • Travaux de découpe et soudure par points chauds • Travaux de peinture 	Sécurisation des zones de chantier. Eviter la coactivité. Mise en place de moyens d'extinctions aux postes de travail. Utilisation de moyens adaptés aux travaux et aux risques. Travaux hors tension.	LOTS Second oeuvre et techniques

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

- DÉMOLITION
- TRAVAUX EN HAUTEUR
- ELECTRICITÉ

- ÉLÉMENTS PRÉFABRIQUÉS
- GRUE MOBILE

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	<ul style="list-style-type: none"> • LOT 03 GROS OEUVRE 	Intervention avec scie à eau	Méthodologie de travaux avant interventions à définir dans le PPSPS.	Mise en place des moyens afin de rendre le chantier clos et indépendant.
Travaux en hauteur	<ul style="list-style-type: none"> • LOT 01 • LOT 02 • LOT 03 • LOT 04 • LOT 06 • LOT 07 • LOT 08 • LOT 09 • LOT 10 • LOT 11 • LOT 12 • LOT 13 	<ul style="list-style-type: none"> • Intervention s en limite des existants. • En toitures terrasses. • Intervention sur des volumes de grande hauteur. 	Méthodologie de travaux avant interventions à définir dans le PPSPS.	Mise en place des moyens réglementaires pour les travaux en hauteur
Ascenseurs	<ul style="list-style-type: none"> • LOT 11 ASCENSEUR 	Pose des montes-charges.	Méthodologie de travaux avant interventions à définir dans le PPSPS.	Mise en place des moyens réglementaires pour les travaux en hauteur

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le /date/ Monsieur XXXX Coordonnateur Sécurité de la Société QUALICONSULT SECURITE a réalisé une visite d'Inspection commune avec le Représentant du Chef d'établissement en activité sur site en présence de l'assistant Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre et de l'entreprise générale conformément à l'article R.4532-15 du Code du Travail :Au cours de cette visite les points suivants ont été évoqués :

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Selon PIC	Flux de véhicules important au niveau des zones de stationnement.	Clôture à mettre en place pour séparer les accès parking et l'accès au chantier.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Environnement du chantier	<ul style="list-style-type: none"> Zone urbaine et site occupé 	Flux de personnes dans les parties occupées.	Mise en place de différentiation des flux piétons chantier et parties communes.. <ul style="list-style-type: none"> Grilles HERRAS 2m 	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Bruit dû au chantier	TOUTE LES ZONES TRAVAUX	Chantier en site occupé.	<ul style="list-style-type: none"> Réduire les bruits à la source. Isoler les postes de travail. 	TCE	TCE
Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3)	Selon plan de localisation (DICT)		Réalisation de la DICT	<ul style="list-style-type: none"> LOTS CONCERNES 	<ul style="list-style-type: none"> LOTS CONCERNES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Application de l'article R 4533-1 du Code du Travail : « Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760 000 euros, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail. Le maître d'ouvrage prend les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier dans les conditions prévues à la présente section. »

Sans objet pour l'opération, le site étant déjà desservi.

5.2 CANTONNEMENTS

Le cantonnement sera réalisé dès le début du chantier et devra être conforme aux recommandations de la CRAMIF N° 27. En cas de présence de personnel féminin, prévoir des installations complémentaires spécifiques et exclusivement dédiées au personnel féminin (vestiaires, sanitaires).

Le LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE doit prévoir ces installations de chantier avant le démarrage des travaux.

Le LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE doit assurer les installations de chantier jusqu'à la fin des travaux.

Dans le cadre des interventions, les entreprises ayant du personnel féminin dans leurs effectifs devront prévenir le CSPS et la maîtrise d'œuvre afin de prévoir tous compléments d'installations.

Les prescriptions en matière d'hygiène pour ces locaux sont définies dans le code du travail.

Pour obtenir une installation rationnelle, il est utile de regrouper en un seul ensemble les sanitaires (cabinets d'aisance, urinoirs, lavabos et douches) et les vestiaires. On aura ainsi des installations complètes et faciles à entretenir.

Les personnes handicapées physiques doivent pouvoir disposer d'installations sanitaires appropriées.

L'utilisation d'un local en sous-sol doit être exceptionnelle et n'est tolérée que s'il est possible de le tenir en état constant de propreté, de l'aérer et de l'éclairer convenablement.

Les installations sanitaires doivent être correctement :

aérées (25m³ d'air par heure et par occupant, aucune odeur n'est tolérée). éclairées (120 lux minimum) chauffées/rafraîchi si besoin

Cabinets et urinoirs :

Les cabinets doivent être en nombre suffisant :

un cabinet et un urinoir pour vingt salariés un cabinet au moins doit contenir un point d'eau

Lavabos :

Il faut un lavabo pour 10 personnes.

Douches :

Elles sont obligatoires dans le cas de travaux insalubres et/ou salissants. Il faut :

une douche pour 8 personnes devant utiliser cet équipement une alimentation avec de l'eau à température réglable une communication entre les douches et les vestiaires

Vestiaires :

Les vestiaires collectifs et les lavabos doivent être installés dans un local spécial de surface convenable, isolé des locaux de travail et de stockage et placé à proximité du passage des travailleurs.

Si les vestiaires et les lavabos sont installés dans des locaux séparés, la communication entre ceux-ci doit pouvoir s'effectuer sans traverser les locaux de travail et de stockage et sans passer par l'extérieur.

Dans les établissements occupants du personnel mixte, des installations (vestiaires et lavabos) séparées doivent être prévues par les travailleurs masculins et féminins.

Le sol et les parois des locaux affectés aux vestiaires (et lavabos) doivent permettre un nettoyage efficace et être tenus en état constant de propreté.

Dimensions des vestiaires :

Il est conseillé que les vestiaires soient dimensionnés de façon à permettre l'installation d'armoires individuelles ininflammables et de sièges en nombre suffisant. Il faudrait prévoir un minimum de 1.25 m² par travailleur, avec un minimum total de 10m² + Extincteur

Réfectoires :

Si le nombre de travailleurs désirant prendre leurs repas sur le lieu de travail est au moins de 25, l'employeur est tenu, après avis du CHSCT ou à défaut des déléguées du personnel, de mettre à leur disposition un local de restauration. Local doit comporter :

des tables et des sièges (bancs, tabourets ou chaises) en nombre suffisant. Un robinet d'eau potable froide ou chaude pour 10 salariés un moyen de réfrigération ou de conservation des aliments une installation permettant de chauffer des repas le sol et les murs en matériaux imperméables et d'un entretien facile, le nettoyage devant être fait après chaque utilisation.

Si le nombre de travailleurs désirant prendre leurs repas sur le lieu de travail est inférieur à 25, l'employeur est tenu de mettre à disposition un emplacement leur permettant de se restaurer dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité. Par dérogation au code du Travail, cet emplacement peut, sur autorisation de l'inspecteur du travail et après avis du médecin du travail être aménagé des locaux affectés au travail dès lors que l'activité qui y est développée ne comporte pas l'emploi de substances ou de préparations dangereuses.

Le cantonnement sera réalisé dès le début du chantier et devra être conforme aux recommandations de la CRAMIF N°27.

En cas de présence de personnel féminin, prévoir des installations complémentaires spécifiques et exclusivement dédiées au personnel féminin (vestiaires, sanitaires).

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	- 1,25 m ² par personne.- Effectif prévisionnel en pointe : 25	Selon PIC	- Chauffage. - Armoires fermables par cadenas. - Bancs.- Patères.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Réfectoire	- 1,25 m ² par personne.- Effectif prévisionnel en pointe : 25	Selon PIC	- Tables et chaises en suffisance. - Chauffe-plat. - Réfrigérateur. - Chauffage. - Poubelles.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Sanitaires	- Hommes : 1 W.C. et un urinoir pour 20 personnes.- Femmes : 2 W.C. pour 20 personnes.	Selon PIC	- Ballon d'eau chaude. - Chauffage. - Douche encloisonnée. - Lave-mains.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Douches	1 douche pour 20 personnes.	Selon PIC	Douches avec eau chaude	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Salle de réunion	Selon prescription du MOE.	Selon PIC	Un bungalow double, éclairée, chauffée, équipée d'une table, de chaises, d'une armoire fermant à clé et d'un tableau d'affichage mural.	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Coordonnateur. SPS avise l'entreprise de la défaillance ou de la non application d'une mesure.

En cas de non respect de la demande du CSPS, celui-ci avise le maître d'ouvrage de la défaillance ou de la non application d'une mesure par une entreprise.

Une réunion est réalisée entre différentes parties concernées afin de déterminer les responsabilités et les sanctions adaptées.

En cas de non accord entre les parties, le maître d'ouvrage reste seul décideur.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

LOT 04.

Pose des cantonnements avec moyen de protection contre le risque de chute ("ring").

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

Numéro d'appel d'urgence européen

- 112

SAMU (service d'aide médical urgent)

- 15

Police secours

- 17

Sapeurs pompiers

- 18

Numéro d'urgence pour les personnes sourdes et malentendantes.

- 114

Centre anti-poison

- 0 825 812 822

6.1 ORGANISATION

Lot chargé de son installation LOT 03 RAVALEMENT/ISOLATION/FACADES dans le bungalow réunion

De manière général et compte tenue de l'évolution de la technique, chaque lot doit mettre à disposition un téléphone mobile à ses employés.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Dans bureau de chantier.	Annuaire d'urgence affiché à proximité.	Affiche dans les cantonnements.	• T.C.E
Liaison avec les secours	Selon procédure en annexe du présent document.	A annexer aux P.P.S.P.S.	A afficher.	• T.C.E
Accès secours	Suivant P.I.C.	Transmission du P.I.C. aux pompiers par le LOT 04. dès le début des travaux.	Panneaux a mettre en place dès l'entrée du site	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Point de rencontre	Suivant P.I.C.	Tous les ouvriers doivent avoir connaissance du point de rencontre. Les PPSPS feront mention de cette disposition	Signalisation du point de rencontre par un logo sur le chantier ou une zone déjà repérée à l'accueil des entreprises sur le chantier. Voir le PIC	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Secouriste	Selon les dispositions du code du travail.	1 par équipe pour les travaux dangereux.	Ecusson sur vêtement.	T.C.E

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Trousse de secours	A proximité des postes de travail.	Sans objet.	Sans objet.	T.C.E
Extincteur cantonnement	Extincteurs installés dans les bungalows	Adapté au risque. Personnel formé au maniement des extincteurs.	LOGO visible	LOT 04 FOB - BARDAGE - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
Extincteur chantier	A proximité de tous travaux par point chaud.	Adapté au risque.	Sans objet.	T.C.E

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Pour toute opération sur laquelle se trouvent engagés des travailleurs détachés, le maître d'ouvrage demande (à l'employeur des travailleurs détachés) copie de la déclaration de détachement transmise par l'employeur, établi hors de France, à l'unité territoriale de la DIRECCTE dont dépend géographiquement l'opération. Le maître d'ouvrage s'assure que l'employeur, établi hors de France, a désigné un représentant en France. Le maître d'ouvrage, informé par écrit par un agent de contrôle compétent (agent de contrôle de l'inspection du travail, agent des organismes de sécurité sociale, ...) du non-respect de la législation par l'employeur, établi hors de France (hébergement, durée du travail, salaire minimum, règles relatives à la santé et sécurité au travail, ...), doit enjoindre l'employeur, établi hors de France, de faire cesser sans délai cette situation et transmettre à l'agent de contrôle (mentionné ci-dessus) le résultat de son action. A défaut de régularisation, la responsabilité du maître d'ouvrage serait engagée (sanction administrative, prise en charge hébergement, paiement des rémunérations, ...).

8 COLLÈGE INTER ENTREPRISES DE SÉCURITÉ DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL

Règlement de CISSCT est joint en annexe (si opération de 1ère catégorie uniquement)

ANNEXES

ANGERS UFR Rénov énergétique Facultés des Sciences

2 Boulevard Lavoisier - Campus de Belle Beille
49000 ANGERS

Liste des annexes
1 - Projet de règlement de CISSCT
2 - Panneau : En cas d'accident

9.1 Projet de règlement CISSCT

Chantier : RENOVATION ENERGETIQUE DE LA FACULTE DES SCIENCES D'ANGERS BOULEVARD LAVOISIER – 49000 ANGERS

Maître d'ouvrage : Rectorat de l'académie de Nantes

Article 1 - CONSTITUTION ET DUREE DU CISSCT :

Un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) est constitué à l'initiative du Maître de l'Ouvrage, conformément aux articles L 4532-10 et R 4532-77 du Code du Travail et au Décret 95.543 du 4 mai 1995.

Il cessera ses activités sur sa décision, au plus tard, à la réception des travaux.

Article 2 - LES MISSIONS DU CISSCT :

Les missions du Collège, définies par les articles L 4532-13 et R 4532-90 du Code du Travail sont, notamment :

- 2-1 : d'approuver le règlement du CISSCT.
- 2-2 : de définir les règles communes destinées à contribuer à la coordination des mesures prises pour assurer le respect des mesures de Sécurité et de Protection de la Santé applicables au chantier.
- 2-3 : de s'assurer de la suite donnée aux mesures retenues par les membres du CISSCT et de vérifier que l'ensemble des règles prescrites sont effectivement mises en œuvre, notamment lors des visites de chantier.
- 2-4 : d'examiner les accidents ou incidents du travail survenus sur le chantier et de participer à l'enquête des accidents graves.
- 2-5 : de proposer des formations de sécurité complémentaires et d'examiner les formations réglementaires dispensées par les entreprises en application de l'article L 4141-2 du Code du Travail.
- 2-6 : de régler les difficultés qui pourraient subvenir entre ses membres.

Article 3 - RESPONSABILITE DU CISSCT :

L'intervention du Collège ne saurait modifier :

- La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération de bâtiment ou de génie civil, en application des autres dispositions du Code du Travail.
- Les attributions des institutions représentatives du personnel compétentes en matière d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (article L 4532-14 du Code du Travail).

Article 4 - COMPOSITION DU CISSCT :

4-1 : Les membres ayant voix délibérative :

- 4-1-1 : Le Président du CISSCT, à savoir le Coordonnateur de Réalisation de la Sécurité et de la Protection de la Santé.
- 4-1-2 : Le Coordonnateur SPS de Conception, s'il est différent.
- 4-1-3 : Le ou les divers Maîtres d'œuvre intervenant sur le chantier, ou leurs représentants habilités.
- 4-1-4 : Les entrepreneurs. Le chef de chacune des entreprises intervenant sur le chantier, ou son représentant habilité.
- 4-1-5 : Les sous-traitants : Le chef de chacune des entreprises sous-traitantes intervenant sur le chantier, ou son représentant habilité.
- 4-1-6 : Ne sont pas tenues de participer au CISSCT, les entreprises qui n'auront pas sur le chantier au moins dix travailleurs pendant au moins quatre semaines, à condition qu'elles n'exécutent pas des travaux à risques particuliers.
- 4-1-7 : Les travailleurs indépendants.

4-2 : Les participants ayant voix consultative :

Un représentant salarié de chacune des entreprises intervenantes (titulaires de marché ou sous-traitantes), effectivement employé sur le chantier et désigné par le CHSCT, ou par les délégués du personnel.
En l'absence de CHSCT ou de délégué du personnel au sein de l'entreprise, le représentant salarié sera choisi par les membres de l'équipe qui intervient sur le site.

4-3 : Peuvent assister aux réunions, avec voix consultative :

- L'agent de contrôle de l'Inspection du Travail ou son représentant.
- L'ingénieur en chef du service prévention de la (CARSAT ou CRAMIF) ou son représentant.
- Le secrétaire du comité régional de l'OPPBTP ou son représentant.
- Le ou les médecins du travail des entreprises qui interviennent sur le chantier. Ces dernières devront indiquer les coordonnées de leur médecin du travail au Président du CISSCT.
- Le Maître de l'Ouvrage ou son représentant.

4-4 : Nomination des représentants :

Chaque entreprise communique les noms de ses deux représentants au Président du CISSCT, au plus tard avant la réunion d'adoption du règlement.

Dans la mesure du possible, les représentants seront toujours les mêmes.

4-5 : Liste des membres :

Elle est tenue à jour et affichée sur le chantier par le président du CISSCT.

4-6 : Nota :

Le CISSCT peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé, inscrit à l'ordre du jour de sa réunion.

Article 5 - ATTRIBUTION DU PRESIDENT DU CISSCT :

- 5-1 : Il établit (ou entérine, s'il n'est pas le coordonnateur SPS de conception,) le projet de règlement qui précise le fonctionnement et les missions du CISSCT.
- 5-2 : Il s'assure de la continuité et de l'application de la coordination des mesures adoptées par le CISSCT et le respect des règles de santé et de sécurité du travail applicables au chantier.
- 5-3 : Il convoque les membres du CISSCT et les participants aux réunions ordinaires et extraordinaires, plénières ou restreintes.
- 5-4 : Il diffuse et arrête l'ordre du jour des réunions.
- 5-5 : Il préside les réunions avec voix prépondérante, ainsi que spécifié à l'article 6 ci-dessous.
- 5-6 : Il signe et annexe les procès verbaux des réunions, après leur adoption par le CISSCT, dans un registre mis à disposition, sur le chantier, et les conserve pendant cinq ans après la réception de l'ouvrage.
- 5-7 : Il représente le CISSCT à l'égard des tiers pendant la période d'activité du CISSCT et a autorité, dans le cadre de sa mission, sur le personnel mis à disposition du CISSCT.
- 5-8 : Il répond par écrit aux observations formulées par les membres des CHSCT ou des délégués du personnel des entreprises intervenant sur le chantier.
- 5-9 : Il informe les membres du CISSCT de toutes ses actions, accomplies dans le cadre de sa mission de Président.

Article 6 - ADOPTION DES DECISIONS DU CISSCT :

Les décisions du CISSCT sont adoptées à la majorité simple des membres présents, ayant voix délibérative.
En cas de partage égal des voix, celle du Président emporte la décision.

Article 7 - CONVOCATION DU CISSCT :

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard quinze jours avant la réunion (sauf urgence), à tous les membres du CISSCT et aux participants.

L'ordre du jour, arrêté par le Président, est annexé à la convocation.

Article 8 - REUNION CONSTITUTIVE DU CISSCT :

Le Maître de l'Ouvrage convoque les membres du CISSCT et les participants à une réunion constitutive, qui doit se tenir au plus tard vingt et un jours avant le début des travaux.

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- 8-1 : L'adoption du règlement du CISSCT.
- 8-2 : L'examen des premières mesures de coordination du chantier en matière de santé et de sécurité.
- 8-3 : L'examen et la définition des règles communes nécessaires pour assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier.
- 8-4 : La fixation de la date de la première réunion du CISSCT suivant l'ouverture du chantier, si cela est possible, sinon voir l'article 9 ci-après.

Le Président du CISSCT transmet le règlement, dès son adoption et à leur demande, à l'agent de contrôle de l'Inspection du Travail, à l'ingénieur du service prévention de la **CARSAT**, au comité régional de l'OPPBTP.

Le procès verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du CISSCT est joint à cette transmission. Ce PV mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Article 9 - REUNIONS PLENIERES DU CISSCT :

- 9-1 :
- **Première réunion suivant l'ouverture du chantier :**

Le Président convoque par lettre, avec ordre du jour, tous les membres et tous les participants à la première réunion du CISSCT, prévue à l'article R 4532-85 du Code du Travail.

Cette convocation est faite dès le commencement effectif des travaux, lorsque deux entreprises au moins sont présentes sur le site.

- 9-2 :
- **Périodicité des réunions :**

Sans préjudice des dispositions des articles 8, 9 et 10, la date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente, selon une périodicité de trois mois. Ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé, il pourra être réduit sur proposition du Président si l'importance et la nature des travaux le justifie.

Chaque réunion est précédée d'une visite de chantier.

Le Président peut, en cas de nécessité, provoquer une réunion plénière extraordinaire du CISSCT en dehors des dates initialement arrêtées, notamment sur la demande :

- De la majorité des représentants ayant voix délibérative.
- Du tiers des représentants du personnel.
- Eventuelle du Maître d'Ouvrage.

Ou dans le cas d'accident ou d'incident ayant des conséquences graves pour les ouvriers.

- 9-3 :
- **Objet des réunions plénières :**

Les réunions plénières sont consacrées, en principe, à l'examen des seules questions qui concernent l'ensemble des entreprises.

En plus des points prévus aux articles 8 et 9, ces questions comprennent :

- L'approbation du procès verbal de la réunion précédente.
- L'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la réunion précédente.
- Le résumé de l'activité de la période écoulée depuis la réunion précédente.
- Les suggestions et observations faites par les membres du CISSCT.
- L'examen des accidents ou incidents survenus sur le chantier et l'étude des accidents ou incidents survenus, dont une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le CISSCT.

Il est rappelé que chaque entreprise est tenue d'adresser au Président du CISSCT, dans les quarante huit heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail entraînant un arrêt.

- Les prévisions d'activité pour le trimestre à venir.

Les délibérations du CISSCT sont consignées dans les procès verbaux établis par le Président du CISSCT et transmises, dans la semaine qui suit la réunion, à tous les membres du CISSCT, aux participants et au CHSCT ou aux délégués du personnel des entreprises.

Les procès verbaux font ressortir notamment :

- L'ensemble des décisions prises par le CISSCT.
- Les compte-rendu des visites de chantier.
- Les formations dispensées par les entreprises en application de l'article L 4141-2 du Code du Travail, ainsi que les formations sécurité complémentaires décidées par le CISSCT.

Article 10 - REUNIONS RESTREINTES DU CISSCT :

Des réunions restreintes peuvent être organisées par le Président ou à la demande d'un membre du CISSCT pour examiner et étudier des mesures propres à résoudre des problèmes qui, bien qu'entrant dans les attributions du CISSCT, ne concernent qu'un nombre restreint d'entrepreneurs.

Les procès verbaux de ces réunions sont communiqués pour information et adoption à la réunion plénière suivante du CISSCT.

Article 11 - APPLICATION DES DECISIONS DU CISSCT :

Les décisions du CISSCT sont immédiatement exécutoires et, sans spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier, ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

Les mesures et risques communs en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et des Conditions de Travail sont intégrés par le Coordonnateur SPS au Plan Général de Coordination et de Protection de la Santé.

Article 12 - MESURES DE FONCTIONNEMENT DU CISSCT :

La gestion financière de fonctionnement du CISSCT est assurée par le Maître de l'Ouvrage.

Les dépenses engagées par le CISSCT sont supportées au prorata des entreprises concernées.

En cas de défaillance de l'une des entreprises, les dépenses lui incombant seront prélevées par tout moyen à la convenance du Maître de l'Ouvrage.

Le CISSCT peut confier au Président la possibilité de saisir une entreprise affectée au chantier pour pallier à la carence d'une autre entreprise dont les moyens de sécurité et les règles de santé sont insuffisants.

Les frais engagés par la-dite entreprise seront à la charge de l'entrepreneur défaillant.

Article 13 - PROCEDURE DE REGLEMENT DES DIFFICULTES :

Tout différend entre les entreprises, à propos des mesures décidées par le CISSCT, fera l'objet d'une conciliation en réunion plénière.

Il en sera de même pour tout différend entre entrepreneur et membre du CISSCT avec voix consultative.

En dernier recours, il sera fait appel au Maître d'Ouvrage pour régler tout litige relatif à l'application du présent règlement, ou de décision prise par le CISSCT.

Article 14 - PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE CISSCT :

Suivant les dispositions relatives au décret 95-543 du 4 mai 1995, précisant les modalités de fonctionnement du CISSCT, et plus particulièrement l'article 2 pour l'application des sanctions par les autorités administratives assermentées ; il est rappelé que des contraventions de cinquième classe peuvent être dressées pour toute infraction à la législation.

Dans le fonctionnement du CISSCT, son Président, à la demande du Maître de l'Ouvrage, prévoit, par ailleurs, l'application de pénalités pour :

- Absence du représentant de la direction d'une entreprise intervenant sur le site et dûment convoqué : 500 Euros.
- Absence du représentant salarié dûment convoqué : 100 Euros, à la charge de l'entreprise.
- Non application des décisions prises par le CISSCT : 100 Euros.

Le Président tiendra à jour un tableau des pénalités sur chaque procès verbal de réunion du CISSCT.

Le montant des pénalités sera prélevé, en temps utile, par le Maître de l'Ouvrage sur les situations de travaux émises par les entreprises et affecté à l'aide au financement de formation sur le chantier.

9.2 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: ANGERS
RUE :2 Boulevard Lavoisier - Campus de Belle Beille

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 02.41.68.96.55 .